

PRÉFACE

Ania Nussbaum, Owen Cabon, et Paul Mouginot¹, étudiants membres du mouvement Global Zero

Le mur de Berlin a beau être tombé il y a vingt-deux ans, il aura fallu autant d'années pour fissurer la cloison qui entoure le débat sur l'armement nucléaire et la doctrine de sécurité française.

Paul Quilès est de ces hommes politiques qui contribuent à mettre à bas ce mur invisible qui constitue le « mensonge français », celui qui entoure notre arsenal nucléaire. Polytechnicien, il rompt avec le consensus français sur le nucléaire militaire. Comment ne pas entendre l'appel d'un ancien ministre et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, qui remet en question l'existence même de l'armement nucléaire? Alors qu'en pleine campagne électorale, les commentateurs et les politiques français restent muets sur ce sujet, se fait entendre la voix de ceux qui défendent l'élimination de tout armement nucléaire – le Global Zero.

Le débat est tout simplement absent de la vie politique française. Quid de l'épée de Damoclès présente en permanence au-dessus de nos têtes, quid des montants astronomiques, peu discutés, alloués à l'entretien de l'arsenal nucléaire en temps d'« austérité » budgétaire? Le silence du

1. Ania Nussbaum, IEP Strasbourg. Owen Cabon, Sciences Po Rennes. Paul Mouginot, Supélec et ESCP-Europe.

gouvernement et des responsables politiques est assourdissant. Alors que le débat s'est engagé sur le nucléaire civil après la catastrophe de Fukushima au Japon, on fait fi des risques intrinsèques au nucléaire militaire. *Circulez, y'a rien à voir*. La politique des coups médiatiques ne laisse malheureusement pas de place aux enjeux de long terme.

Nous pensons que face au silence, il n'est pas honteux de lancer ce débat, il est même de notre devoir de le faire et de le mettre au premier plan de la sphère publique. Les armes nucléaires ne sont pas anodines, elles sont un risque pour l'humanité dans son intégralité. Le débat national doit avoir lieu, car il s'agit d'un enjeu unique.

L'arme nucléaire comme facteur de prestige, comme garantie de sécurité par la dissuasion, n'est plus aujourd'hui qu'un argument d'autorité, un slogan répété à l'envi. Près d'un demi-siècle après la mort du général de Gaulle, qui croit à la France comme puissance internationale parce qu'elle possède des bombes nucléaires? La France s'y attache comme une beauté fanée conserverait précieusement les vestiges de sa gloire. Cessons de considérer la bombe comme l'attestation irréfutable d'une victoire passée. Cessons de regarder avec nostalgie le temps où la France dominait la scène internationale et de croire que notre arsenal peut nous rendre cette place.

On associe souvent dissuasion nucléaire et siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies comme deux signes de la place de la France dans le concert des Nations. Il est regrettable que les deux principaux candidats à l'élection présidentielle fassent aussi ce rapprochement, alors qu'il s'agit d'une approximation

historique : la fabrication de la bombe française est postérieure à l'acquisition par la France d'un siège au Conseil de sécurité. Dans le contexte de la guerre froide, détenir la bombe atomique était synonyme d'indépendance décisionnelle stratégique, un atout que le général de Gaulle a su exploiter avec succès. Le contexte a cependant changé. Ceux qui considèrent la bombe comme une assurance vie contre les possibles décisions belliqueuses de l'Iran ou de la Corée du Nord ignorent toute une partie du problème. Ces pays ont beau détenir l'arme nucléaire ou être en passe de l'acquérir, ils ne disposent pas des moyens de la déployer : missiles balistiques, aéroportage, sous-marins, etc.

La promotion du désarmement ne confère-t-elle pas plus de pouvoir politique que des armes dangereuses et coûteuses n'en pourront jamais apporter ? L'heure n'est-elle pas à la concurrence économique et non plus militaire ? Les enjeux du ^{xxi}^e siècle, que ce soit le terrorisme, le réchauffement climatique ou la crise économique, ne nécessitent-ils pas un redéploiement de nos efforts ?

En 2009, le président Obama prononce un discours historique reconnaissant aux États-Unis, en tant que pays qui a effectivement utilisé l'arme nucléaire (à Hiroshima et Nagasaki), la responsabilité de prendre la tête du mouvement pour l'élimination des armes nucléaires. La même année, le Conseil de sécurité de l'ONU vote sur la proposition du président américain une résolution appelant à renforcer les efforts de la communauté internationale dans ce but. Même la Russie a fait part de sa volonté de mettre sa pierre à l'édifice, preuve s'il en faut que nous sommes entrés dans une ère nouvelle. L'espoir d'une

collaboration entre les États-Unis et la Russie dans l'élimination des armes atomiques est désormais permis. Cet espoir est incarné, en particulier, par le *Rapport sur le partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes* présenté au sommet du G8 de Deauville des 26-27 mai 2011. Il rappelle notamment qu'en avril 2010, les gouvernements américain et russe ont signé un protocole, dans lequel chaque pays s'engage à éliminer 34 tonnes de combustible militaire en excès, permettant de fabriquer l'équivalent de 17 000 ogives. Au-delà de l'entrée en vigueur de ces accords, les deux pays ont conjointement entrepris de réduire leur stock d'armes atomiques avec l'entrée en vigueur du nouveau traité Start. Malgré ces efforts, certains pays développent toujours leur arsenal, tels les frères ennemis indien et pakistanais.

La position française, en porte-à-faux avec celle des membres de l'ONU, était rationnelle dans le contexte de la guerre froide. Mais à nouvelle époque, nouveau paradigme. La plupart des pays de l'OTAN l'ont bien compris et demandent le retrait des armes nucléaires tactiques localisées sur le territoire européen. Alors que d'aucuns regrettent le *déclin* français, force est de constater que la France empêche toute évolution au sein de l'OTAN sur ce point. Pourtant, aucune menace vitale ne justifie le maintien de ces armes en Europe.

La politique française en matière de nucléaire militaire est malheureusement peu connue de nos concitoyens. En France, on parle peu de défense. Héritage de la grande muette? Volonté de cacher? Défense d'un «intérêt supérieur» de la patrie? Nous ne répondrons pas à cette question. En revanche, nous nous devons d'informer les

citoyens. Quels médias ont parlé du traité de défense franco-britannique signé en novembre 2010? Une part importante de celui-ci est pourtant consacrée à la mutualisation de la recherche et développement d'une nouvelle génération de sous-marins nucléaires et à un effort commun pour développer des bombes nucléaires de nouvelle génération. Les montants financiers évoqués, démesurés, nous engagent pour plusieurs décennies.

Nos parents et grands-parents nous ont laissé les bombes nucléaires en héritage. Nous ne voulons pas laisser à notre tour ce cadeau empoisonné à nos enfants. Nés en 1990, nous représentons la première génération de l'après guerre froide. Nous n'avons pas connu l'affrontement des deux blocs. Si nous comprenons l'attachement de nos aînés à cette arme, ce dernier est irraisonné aujourd'hui. Nous voyons dans chaque bombe possédée par les États des écoles qui n'ouvrent pas, des emplois publics qui ne sont pas créés, des médicaments qui ne sont pas remboursés.

Arme anachronique, elle ne garantit plus l'équilibre entre les deux grands blocs, elle déstabilise. Alors que les États-Unis et la Russie diminuent leur arsenal, des régions du globe suivent la tendance inverse. La prolifération nucléaire dans le Grand Moyen-Orient est un danger pour la sécurité globale. La détention d'armes nucléaires par les puissances de la guerre froide et leurs alliés attise la convoitise de puissances émergentes ou de pays aux régimes instables. Il ne s'agit pas de les blâmer, bien au contraire: leur demande est légitime dans leur position. La seule issue est donc à nos yeux un désarmement complet et global, le plus rapidement possible.

C'est pour cette raison que nous adhérons à Global Zero, un mouvement international qui plaide pour l'élimination totale de l'armement nucléaire. Certains nous qualifieront d'utopistes. Nous sommes en réalité pragmatiques. L'élimination multilatérale de l'arsenal nucléaire existant est possible grâce à des paliers jalonnés et des contrôles réguliers. Nous ne voulons pas attendre que les prochaines générations agissent. Nous voulons être les témoins de l'avènement d'une nouvelle doctrine de sécurité internationale.

Au-delà de l'insoluble question de la guerre et de la paix, nous ne pouvons pas ignorer la menace eschatologique qui pèse sur nos épaules si l'hypothèse fondatrice de la dissuasion – celle de l'arme nucléaire comme arme de non-emploi – ne se vérifiait pas.

Par ses textes portant sur la question nucléaire, Paul Quilès ne fait que renforcer notre conviction. Il saura probablement ouvrir les yeux de ceux qui n'ont pas mesuré l'ampleur du changement qui s'est opéré dans notre environnement stratégique au cours des vingt dernières années.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	7
1. Le faux consensus	13
2. Réflexions sur la dissuasion nucléaire	19
3. Soutien à la démarche de Global Zero	33
4. Les armes nucléaires et la sécurité européenne	37
5. Lutter contre la prolifération nucléaire	43
6. Comment parler du désarmement nucléaire ?	51
7. Désarmement nucléaire et prolifération	55
POSTFACE	59
ANNEXES	
I. Global Zero	61
II. Maires pour la Paix	63
III. Le réseau des parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement	69
IV. Extraits du discours de Barack Obama à Prague, le 6 avril 2009	75
V. Résolution 1887, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 24 septembre 2009	83
VI. L'armement nucléaire dans le monde	91